



Règlement de consultation

MARCHÉ PUBLIC COMPOSITE DE SERVICES

Exploitation de la première phase du casier de stockage B4 de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois

NUMERO DE LA CONSULTATION : **72250020**

PROCEDURE DE PASSATION : Appel d'offres ouvert

DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS : le 10 MARS 2025 avant 12:00:00

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, la remise par voie dématérialisée est obligatoire.

Afin d'accompagner les opérateurs économiques, la Métropole a rédigé un guide qui regroupe un ensemble d'informations essentielles tant sur le plan administratif que financier.

Lien de téléchargement : [Guide aux entreprises - « Lancez-vous dans les marchés publics ! »](#).

Dans le cadre de sa politique d'achat responsable, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'un schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER). Les candidats sont invités à en prendre connaissance via ce [lien de téléchargement](#).

SOMMAIRE

Article 1 - Objet et étendue du marché	3
Article 2 - Forme et structure de la consultation	3
Article 3 - Variantes.....	4
Article 4 - Reprise de personnel	5
Article 5 - Considérations environnementales	5
Article 6 - Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique	5
Article 7 - Durée du marché et autres délais	6
Article 8 - Mode de dévolution du marché	7
Article 9 - Mode de règlement et modalités de financement	7
Article 10 - Présentation des candidatures et des offres	7
10.1 Pièces de la candidature.....	8
10.2 Pièces de l'offre	10
10.3 Sous-traitance	17
Article 11 - Sélection des candidatures et des offres	17
11.1 Sélection des candidatures.....	17
11.2 Critères de jugement des offres.....	17
Article 12 - Contenu du dossier de consultation, modification du dossier de consultation et renseignements complémentaires	20
12.1 Contenu du dossier de consultation.....	20
12.2 Modification de détail du dossier de consultation.....	20
12.3 Renseignements complémentaires	21
12.4 Visite du site.....	21
Article 13 - Modalités d'envoi des plis.....	21
Article 14 - Copie de sauvegarde	22
Article 15 - Procédures de recours	23

Article 1 - Objet et étendue du marché

Le présent marché public a pour objet l'exploitation du casier de stockage n°4 de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois située sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Il s'agit d'un marché public composite correspondant :

- Pour partie à un marché à prix mixtes ;
- Pour partie à un accord-cadre au sens de l'article R. 2162-2 et suivants du code de la commande publique conclu avec un opérateur économique.

La partie « accord-cadre » fixe toutes les stipulations contractuelles, il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les modalités d'émission des bons de commande figurent au cahier des clauses administratives particulières.

Tranches :

Le marché est à tranches.

Conformément à l'article R. 2113-4 du code de la commande publique, le marché est décomposé en tranches comme suit :

Tranche ferme	Exploitation du casier 4 alvéoles 1 à 5
Tranche optionnelle	Exploitation du casier 4 jusqu'à l'alvéole 6

Lieu d'exécution des prestations :

Installation de Stockage de Déchets non Dangereux est située sur la commune d'Aix-en-Provence (13), sur le plateau de l'Arbois, au lieu-dit « Jas de Maroc ».

Article 2 - Forme et structure de la consultation

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des dispositions des articles R. 2124-1 et suivants du code de la commande publique.

Allotissement :

La présente consultation n'est pas allotie.

Quantité ou étendue du marché public :

Le marché public comprend les prestations suivantes :

Tranche Ferme :

- L'exploitation du casier de stockage n°4 correspondant à l'exploitation prévisionnelle des alvéoles 1 à 5 à la suite de la fermeture du casier de stockage n°3 prévue pour la fin du 1er semestre 2025.
- Cette prévision correspond à la fin du comblement du casier n°3 en prenant en compte les prévisions de tonnages, tassements et volumes autorisés au moment de la rédaction des pièces du marché,
- La gestion des aménagements existants permettant une gestion différenciée des eaux propres du casier de stockage n°4,
- La réalisation et la maintenance d'ouvrage de drainage et de pompage de lixiviats,
- La maintenance du réseau existant, le déplacement et la mise en œuvre d'aménagements spécifiques du réseau de captage du biogaz,
- L'entretien et la maintenance du réseau de collecte et de stockage des eaux de l'ISDnD,
- L'entretien et la surveillance de l'ISDnD,
- La mise en place et la maintenance d'une unité de traitement des lixiviats.

Tranche Optionnelle :

- La poursuite de l'exploitation du casier de stockage N°4 pour une période correspondant à l'exploitation de l'alvéole n°6 dans la totalité de son volume de stockage.
- Cette période correspond au reste volume restant à exploiter compris entre la fin de la tranche ferme dont la durée est de cinq ans et le comblement complet de l'alvéole n°6,
- Complétée des mêmes missions que pour la tranche ferme, à savoir :
 - La gestion des aménagements existants permettant une gestion différenciée des eaux propres du casier de stockage n°4,
 - La réalisation et la maintenance d'ouvrage de drainage et de pompage de lixiviats,
 - La maintenance du réseau existant, le déplacement et la mise en œuvre d'aménagements spécifiques du réseau de captage du biogaz,
 - L'entretien et la maintenance du réseau de collecte et de stockage des eaux de l'ISDnD,
 - L'entretien et la surveillance de l'ISDnD,
 - La mise en place et la maintenance d'une unité de traitement des lixiviats.

La description précise du besoin figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 3 - Variantes

Conformément à l'article R. 2151-8 du code de la commande publique, les variantes sont autorisées.

Ces variantes concernent le process de traitement des lixiviats pendant la phase d'exploitation. Les variantes sont des modifications proposées par les candidats par rapport aux spécifications prévues dans la solution de base décrite dans les documents de la consultation.

Le candidat devra respecter les exigences minimales suivantes :

- Les installations doivent permettre de traiter les lixiviats et les concentrats du site ;
- Les performances doivent être garanties tel qu'exigé à l'article 13.3 du CCTP et notamment pour la valeur limite de rejet en azote global. Les rejets doivent être conformes à l'article 13.3.4 du présent CCTP ;
- Les capacités hydrauliques doivent être conformes à celle demandées à l'article 13.3.1 du présent CCTP ;

- Le taux de disponibilité doit être conforme à celui demandé à l'article 13.3.3 du CCTP ;
- Toutes les installations de traitement à prévoir doivent être implantées sur le site, cependant les sous-produits de process devront être traités en filière extérieure agréée ;
- Les installations doivent répondre à des points de contrôle détaillés à chaque étape du process de traitement des lixiviats avec un suivi à minima des débits, volumes et temps de fonctionnement.

Pour chaque variante présentée, le candidat fournira l'acte d'engagement "variante autorisée " (y compris pièces financières).

Le candidat fournira également un dossier séparé indiquant les adaptations à apporter aux documents du dossier, en listant les articles qui sont modifiés.

Les variantes devront être proposées avec l'offre de base.

Article 4 - Reprise de personnel

Dans l'hypothèse où le titulaire entrant se trouverait soumis à la convention collective nationale déchets, il devra se conformer à ses obligations en matière de reprise du personnel du titulaire sortant telles qu'elles découlent de l'avenant n°67 du 8 décembre 2020 à la convention collective précitée.

Le détail et les caractéristiques du personnel à reprendre figurent en annexe du RC et dans l'AAPC.

Article 5 - Considérations environnementales

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite utiliser sa commande publique comme un outil de protection de l'environnement.

La démarche environnementale est prévue et détaillée au sein :

- d'un critère portant sur des caractéristiques environnementales au sein du présent règlement de la consultation au sens de l'article L. 2152-7 du code de la commande publique ;

Article 6 - Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite utiliser sa commande publique comme un outil de lutte contre le chômage et l'exclusion socio-professionnelle.

La démarche d'insertion, prévue et détaillée dans le CCAP, constitue une condition d'exécution du marché en application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique.

Afin de faciliter la mise en œuvre des objectifs d'insertion, la Métropole Aix-Marseille-Provence a prévu un appui technique défini dans le CCAP.

Article 7 - Durée du marché et autres délais

Le marché est passé pour une durée prévisionnelle de 86 mois maximum à compter de sa notification incluant :

- Une tranche ferme de 62 mois maximum comprenant :
 - Une période de préparation d'une durée de 2 mois maximum ;
 - Un délai d'exécution de 60 mois ;
- Une tranche optionnelle de 24 mois maximum.

La période de préparation ne pourra avoir une durée inférieure à 2 mois, sauf accord entre les deux parties pour la réduire sans incidence financière.

Après cette période de préparation, le titulaire sera tenu de réaliser les prestations du marché sans pouvoir prendre prétexte de l'indisponibilité des moyens pour demander la prolongation du délai de préparation.

Ce délai de préparation ne fera l'objet d'aucune rémunération.

Ainsi les prestations du présent marché débutent à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations de la tranche ferme.

Le présent marché n'est pas reconductible.

Délais d'exécution :

Pour la partie forfaitaire, les délais d'exécution des prestations débutent à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations ou de la date fixée dans l'ordre de service :

- Le démarrage de l'exploitation sera fixé par ordre de service ;
- Location de l'unité de traitement des lixiviats en phase d'exploitation sera déclenchée par ordre de service (forfait F6) ;
- Part fixe du traitement des lixiviats en phase d'exploitation sera déclenchée par ordre de service (forfait F7).

Les délais d'exécution des prestations liées aux prix forfaitaires sont précisés dans le CCAP ou dans les ordres de services qui pourront être émis pour la réalisation des prestations.

Pour la partie à prix unitaires aux quantités réellement exécutées (prix 1 et 2), les délais d'exécution débutent à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations ou de la date fixée dans l'ordre de service.

Pour la partie accord-cadre (prix 3 à 13) :

- Pour des prestations ponctuelles, les délais d'exécution des prestations sont précisés à chaque bon de commande et débutent à la notification du bon de commande ;
- Pour des prestations urgentes, les délais d'exécution sont indiqués au CCAP.

Le(s) délai(s) d'exécution de la tranche optionnelle court(ent) à compter de la date indiquée dans la décision d'affermissement.

L'affermissement de la tranche optionnelle se fera au plus tard 6 mois avant la date de fin de la tranche ferme.

Le non-affermissement de la tranche optionnelle ne donnera lieu à aucune indemnité.

La date prévisionnelle de début des prestations dépend de la date de comblement du casier de stockage actuellement en exploitation. D'après les estimations faites par la Métropole au moment de la rédaction du marché, le démarrage des prestations pourrait se situer autour du 1er juillet 2025.

Cette date n'est qu'une estimation et n'ouvre aucun droit de recours au titulaire du marché. La Métropole se rapprochera du titulaire du marché pour qu'il connaisse la date de démarrage le plus rapidement possible.

Le délai de validité des offres est de 8 mois à compter de la date limite de réception des plis.

Article 8 - Mode de dévolution du marché

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se présenter en candidat unique ou dans le cadre d'un groupement conjoint ou solidaire.

La forme du groupement après l'attribution du marché n'est pas imposée.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

En cas de paiement sur compte individuel, une répartition de paiement entre chacun des membres doit obligatoirement être fournie en amont de toute demande de règlement.

Article 9 - Mode de règlement et modalités de financement

Les stipulations relatives au mode de règlement, aux modalités de financement et au cautionnement figurent au CCAP.

Article 10 - Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, l'acheteur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

La signature n'est pas requise lors de la remise de l'offre.

Seul l'acte d'engagement devra être signé par l'opérateur ou le groupement auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Le candidat peut cependant choisir de signer l'acte d'engagement dès le dépôt de son offre.

En cas de remise par voie dématérialisée, la signature électronique devra respecter les modalités mentionnées dans le règlement de la consultation et le guide de la dématérialisation. La signature PAdES est à privilégier.

S'agissant des dossiers transmis au titre de la candidature et de l'offre, afin de garantir un téléchargement optimal sur la plateforme de dématérialisation et pour permettre une bonne exploitation des informations, il est attendu des candidats qu'ils limitent leur envoi aux éléments indiqués au présent règlement de consultation, en pièces individuelles (et non regroupées en fichier unique) et sans qu'il comporte de pièces annexes non requises pour l'analyse.

Le candidat devra fournir un dossier complet constitué des pièces suivantes :

10.1 Pièces de la candidature

- Situation juridique :

Les déclarations, certificats et attestations prévus aux articles R. 2142-1, R. 2143-3 et R. 2143-11 du code de la commande publique permettant de vérifier que le candidat satisfait aux conditions de participation à la consultation (ces documents devront être fournis pour chacun des membres du groupement éventuel) :

- **Une lettre de candidature (sur papier libre, DUME ou DC1 transmis en annexe)** comprenant l'identification du candidat, l'objet du marché (et le numéro du lot, le cas échéant).
Pour une soumission en groupement, les candidats indiqueront, par tous les moyens à leur convenance, la forme de leur groupement, l'identification des membres du groupement, la désignation du mandataire, ainsi que la répartition des prestations.
- **Une déclaration sur l'honneur (sur papier libre, DUME ou DC1 transmis en annexe)**, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 et suivants et L. 2141-7 et suivants du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

- Capacités financières :

Conformément aux dispositions de l'article 2.II de l'arrêté du 22 mars 2019, si le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessous, il est autorisé à prouver sa capacité économique ou financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (sur papier libre, DUME ou DC2 transmis en annexe).

- Capacités professionnelles et techniques :

Conformément au I.- de l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019, l'acheteur exige la production des renseignements et documents suivants :

- Liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

- Dispositions communes aux capacités financières, professionnelles et techniques :

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Pour les entreprises nouvellement créées, le candidat pourra fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations. L'acheteur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Le profil acheteur met à la disposition des candidats un coffre-fort électronique.

Les modalités d'utilisation sont précisées dans le guide de la dématérialisation joint au présent règlement de consultation.

Le formulaire DUME est disponible sur plate-forme de dématérialisation : <https://marchespublics.ampmetropole.fr>

10.2 Pièces de l'offre

Le candidat aura à produire les pièces suivantes :

L'acte d'engagement	<p>En cas de groupement conjoint ou solidaire sans compte unique, la répartition des paiements entre le mandataire et ses cotraitants devra être indiquée très clairement (tableau à annexer dont la mise à jour éventuelle sera effectuée par certificat administratif). Un relevé IBAN/BIC pour chaque cotraitant devra être joint à l'acte d'engagement.</p> <p>En cas de groupement solidaire avec compte unique, il convient d'identifier le mandataire et de joindre un relevé IBAN/BIC au nom des différentes entreprises du groupement. Dans le cas où le relevé IBAN/BIC est au nom du mandataire, il doit y avoir une habilitation en faveur du mandataire.</p>
La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)	<p>En cas de discordance entre le montant figurant dans l'acte d'engagement et la décomposition du prix forfaitaire seul le montant porté dans l'acte d'engagement prévaudra et les prix indiqués dans la décomposition du prix forfaitaire seront rectifiés en conséquence.</p> <p>En cas de suspicion d'erreur purement matérielle, le candidat sera invité à confirmer les montants indiqués dans la décomposition du prix forfaitaire. L'acte d'engagement sera rectifié en conséquence.</p>
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	<p>En l'absence de détail quantitatif estimatif, si le candidat a remis le bordereau des prix unitaires complet, le détail quantitatif estimatif sera reconstitué par l'administration conformément aux prix indiqués dans le BPU.</p>

<p align="center">Le détail quantitatif estimatif (DQE)</p>	<p>En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence.</p> <p>Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en considération.</p> <p>En cas de suspicion d'erreur purement matérielle, le candidat sera invité à confirmer le(s) prix unitaire(s) indiqué(s) dans le détail quantitatif estimatif. Le bordereau des prix unitaires sera corrigé en conséquence.</p>
<p align="center">L'annexe d'analyse financière « Couts l'unité de traitement des lixiviats »</p>	<p>Cet élément permettra d'analyser le sous-critère technique D :</p> <p><u>Pertinence de la méthodologie de traitement des lixiviats</u></p>
<p align="center">Le planning de mise en service des équipements de traitement des lixiviats Il doit détailler :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La réalisation des travaux (avec coactivité et période de tuilage) • Les approvisionnements • Le montage sur site • La mise en service industrielle jusqu'à réception 	<p>Un planning de mise en service des équipements de traitement des lixiviats doit être fourni par les candidats.</p> <p>Ces éléments permettront de vérifier la conformité de l'offre. Ils ne font pas l'objet d'une analyse au titre de la valeur technique.</p> <p>A la fin de la mise en service, telle qu'indiquée par le planning, l'unité aura atteint ses performances nominales et aura la capacité de répondre aux besoins définis dans le CCTP.</p> <p>La durée de ces prestations ne pourra pas dépasser 10 mois à partir de la notification du marché.</p> <p>Cette pièce est contractuelle.</p>
<p align="center">Le mémoire technique comprenant les éléments ci-dessous :</p>	<p>Toutes les rubriques du mémoire technique mentionnées ci-dessous doivent être traitées par les candidats.</p> <p>Il est rappelé que l'ensemble du mémoire technique sera rendu contractuel pour le titulaire du marché.</p> <p>Si l'un des éléments jugés fait l'objet d'une sous-traitance, il est nécessaire de l'indiquer dans le paragraphe concerné.</p> <p>Pour le jugement des offres, ne sera prise en compte que la sous-traitance déclarée.</p>

<p style="text-align: center;">Partie n° 1 du mémoire technique <u>Moyens humains et matériels et organisation mis en place à l'exécution des prestations générales d'exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation de l'organigramme nominatif de l'équipe dédiée aux prestations incluant les qualifications et missions de chacun, pour le personnel d'encadrement et le personnel exécutant. Quantification des effectifs (ETP et nombre de personnes). Désignation et CV de l'équipe encadrante • Tableau récapitulatif des moyens matériels mis en place pour assurer l'exploitation du site et parer à tout incident (affectation, marque, capacité, performances, âge des engins, kilométrages ou compteur horaire) • Moyens et organisation mis en place pour la maintenance des engins et matériels • Moyens et méthodologie mis en place pour assurer l'accessibilité au site d'enfouissement et assurer le roulage sur piste par tout temps • Liste des équipements de communication prévus sur le site. Modalités de fonctionnement pour assurer la communication permanente entre l'accueil et le personnel exploitant et métropolitain sur l'ensemble du site • Organisation de la surveillance du site, moyens humains et matériels associés, notamment en dehors des horaires d'ouverture • Méthodologie et organisation de la procédure de dépotage pour assurer le respect des obligations réglementaires. Démonstration (sur la base d'une simulation) de la compatibilité de la procédure proposée avec les prescriptions du Décret du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux • Programme de formation du personnel sur les différents risques inhérents aux installations, à la conduite à tenir en cas d'incident et d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Modalités de vérification du niveau de connaissance des agents 	<p>Ces éléments du mémoire technique permettront d'analyser le sous-critère technique A :</p> <p><u>Adéquation des moyens humains et matériels proposés et pertinence de l'organisation prévue pour l'exécution des prestations générales d'exploitation</u></p>
<p style="text-align: center;">Partie n° 2 du mémoire technique <u>Méthodologie de phasage d'exploitation et de gestion des eaux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Méthodologie de phasage d'exploitation tenant compte du contexte spécifique du casier et en mettant en exergue le respect de la réglementation en vigueur 	<p>Ces éléments du mémoire technique permettront d'analyser le sous-critère technique B :</p> <p><u>Pertinence de la méthodologie de phasage d'exploitation et de gestion des eaux</u></p>

- Dispositif permettant de vérifier la qualité et l'homogénéité de l'épaisseur de la couverture des casiers
 - Description du système de gestion et de collecte des eaux de ruissellement mis en œuvre en phase d'exploitation
 - En fonction de la méthodologie utilisée, détail des éléments suivants :
 - Déplacement des zones couvertes provisoirement au fur et à mesure de l'exploitation et profilage afin de disposer de sens d'écoulement vers le réseau gravitaire existant
 - Dimensionnement et création d'une ou plusieurs zones de rétention des eaux de ruissellement des couvertures provisoires du casier B4 correspondant à l'impluvium avec système de pompage vers les dispositifs existants
 - Mise en place sur les zones non exploitées d'un dispositif d'étanchéité (couverture provisoire) composé soit d'une couche minimale de 0,5 m de matériaux fins ou équivalent présentant les mêmes propriétés d'étanchéité
 - Méthodologie de constitution des digues précisant notamment :
 - Le type de digue mis en place
 - Le descriptif des hauteurs, des pentes, des pieds de talus, des largeurs en point haut, des volumes
 - Le descriptif des appuis (extérieur, intérieur au casier ou à cheval)
 - Le descriptif des matériaux employés (argile, traitement à la bentonite)
 - Le type de compactage des matériaux mis en place, le cas échéant
 - Les objectifs d'étanchéité
 - La présence ou non d'une étanchéité passive, ses raccordements (tuilage, soudure ...)
 - La méthodologie de raccordement entre les ouvrages et le contrôle de l'efficacité des raccordements
 - Un planning de mise en œuvre accompagnée d'un plan de phasage et du calcul de l'impact des digues sur le volume utile pour le stockage des déchets
- Il est précisé que cette méthodologie engage la responsabilité du titulaire pour toutes les questions d'étanchéité et de stabilité des digues

Partie n° 3 du mémoire technique
Méthodologie d'exploitation des ouvrages visant maîtriser le captage du biogaz et des lixiviats :

- Méthodologie envisagée pour la gestion des puits mixtes et puits de pompage de lixiviats tout au long et en fin d'exploitation de chaque alvéole avec notamment :
 - Note de dimensionnement justifiant de la stabilité de l'ouvrage au vu de la hauteur de déchets par référence aux hauteurs maximale autorisées
 - Classe de résistance des éléments en béton préfabriqué, Standard Dimension Ratio du drain PEHD, caractéristiques du matériau drainant (granulométrie et nature du matériau), caractéristiques des éléments constitutifs des traversées de cloison nécessaires à l'installation des pompes pneumatiques de relevage des lixiviats
 - Tous éléments utiles prouvant le niveau de maîtrise technique du Titulaire et assurant la performance des ouvrages
- Méthodologie de réalisation des tranchées drainantes avec notamment :
 - Description des tranchées drainantes, fréquence d'implantation des drains, nombre de tranchées prévues phases par phase et éléments de dimensionnement justifiant le respect des caractéristiques minimales exigées au CCTP
 - Fourniture d'une coupe de principe d'une tranchée drainante en précisant les éléments constitutifs notamment et non exclusivement : Diamètre de la sonde PEHD, Standard Dimension Ratio, densité du PE, coefficient d'ouverture des tubes (en cm²/m + type de perforation), nature et granulométrie des matériaux drainants, caractéristiques du géotextile anti poinçonnant
 - Dispositions mises en œuvre pour réaliser l'interface entre les tranchées drainantes et le réseau
 - Tout élément jugé pertinent pour assurer la maîtrise et la performance de ce type d'ouvrage
- Description du stock de pièces pour assurer la réalisation du réseau de captage du biogaz à l'avancement
- Moyens et méthodologie proposés pour assurer la maintenance du dispositif de captage compte tenu de la complexité liée à la coexistence des systèmes de collecte. Modifications apportées aux dispositifs proposés le cas échéant

Ces éléments du mémoire technique permettront d'analyser le sous-critère technique C :

Pertinence de la méthodologie d'exploitation des ouvrages visant maîtriser le captage du biogaz et des lixiviats

<ul style="list-style-type: none"> • Moyens matériels et humains prévus pour assurer la mission de maintenance préventive des équipements des systèmes de pompage des lixiviats (fréquence et délais d'intervention, fourniture de la fiche technique des pompes pneumatiques) • Méthodologie pour la réhausse des puits de pompage des lixiviats au cours de l'exploitation et description des matériaux employés • Méthodologie de comblement en déchets autour des puits pour assurer leur préservation 	
<p style="text-align: center;">Partie n° 4 du mémoire technique <u>Méthodologie de traitement des lixiviats :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Description de la stratégie de traitement et présentation des capacités hydrauliques du process • Dispositions prises en faveur de l'évolutivité de l'unité de traitement avec prise en compte de la réserve foncière disponible • Démonstration de l'efficacité du dispositif de traitement des lixiviats pour le captage des PFAS • Présentation de l'organigramme nominatif de l'équipe dédiée à la prestation de traitement des lixiviats incluant les qualifications et missions notamment pour : <ul style="list-style-type: none"> - Les études préalables - Les demandes d'autorisation administratives - La phase de travaux comprenant le terrassement et les VRD - L'installation et la mise en route de l'unité - L'exploitation de l'unité • Descriptif de l'ensemble du matériel de contrôle nécessaire à la vérification des performances du dispositif de traitement des lixiviats sous forme de notice technique • Moyens humains et matériels et mesures mis en place pour assurer la prévention incendie, le stockage des produits dangereux et la gestion des consommables • Organisation de la prestation de supervision, d'intervention et de maintenance pour le traitement des lixiviats • Plan de maintenance incluant : <ul style="list-style-type: none"> - Indication précise des durées prévisionnelles d'arrêt pour les phases d'entretien/maintenance et de Gros Entretien Renouvellement 	<p>Ces éléments du mémoire technique permettront d'analyser le sous-critère technique D :</p> <p><u>Pertinence de la méthodologie de traitement des lixiviats</u></p>

<ul style="list-style-type: none"> - Présentation de la stratégie en termes de stockage de pièces et de délais d'intervention permettant d'assurer le taux de disponibilité requis par la Métropole • Liste complète des matériels entrant dans le compte GER comprenant notamment les durées de vie estimée et les coûts afférents pour chaque matériel composant le dispositif de traitement • Délais d'intervention pour : <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture et installation de pièces courantes - Les autres pièces - La remise en service, étalonnage - Le remplacement en urgence des éléments de la station • Moyens humains et matériels et modalités mis en œuvre pour l'évacuation des sous-produits du traitement des lixiviats. Mesures de traçabilité et de gestion des bordereaux de suivi des sous-produits • <i>Pour les variantes éventuelles : Rendements épuratoires et bilans massiques attendus aux différents étages de traitement sur l'ensemble des paramètres chimiques et biologiques</i> 	
<p>Le mémoire environnemental comprenant les éléments ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moyens dédiés à la réduction des nuisances sonores et des émissions de gaz à effet de serre tant pour la propulsion que le chargement des déchets et le compactage, avec fourniture d'un tableau synthétique présentant, pour l'ensemble des équipements fixes et matériels roulants : <ul style="list-style-type: none"> - Les puissances acoustiques en Lw(A) - Les durées et les plages de fonctionnement journalières - Les isolements acoustiques spécifiques (types, localisation et gain en dB(A)) - Les émissions de CO₂ • Méthodologie d'entretien des espaces de compensation écologique • Moyens dédiés au ramassage des envols • Moyens matériels et méthodologie de déplacement et mise en place du dispositif anti envols. Gestion détaillée du dispositif en cohérence avec l'avancement de l'exploitation en condition normale, exceptionnelle, situation de Grand vent et en cas de changement d'alvéole (fournir une note de dimensionnement comprenant à minima la résistance au vent, la surface comblée, la hauteur, la taille de maille, les délais de mise en place et de déplacement) 	<p>L'intégralité du mémoire environnemental doit être traité par les candidats.</p> <p>Il est rappelé que l'ensemble du mémoire environnemental sera rendu contractuel pour le titulaire du marché.</p> <p>Si l'un des éléments jugés fait l'objet d'une sous-traitance, il est nécessaire de l'indiquer dans le paragraphe concerné.</p> <p>Pour le jugement des offres, ne sera prise en compte que la sous-traitance déclarée.</p> <p>Ces éléments du mémoire environnemental permettront d'analyser le critère :</p> <p>Pertinence des dispositions mises en œuvre en matière de protection de l'environnement spécifiques aux prestations du marché</p>

Pour chaque variante présentée, les candidats établiront un acte d'engagement particulier (y compris pièces financières annexées à l'acte d'engagement). Le candidat fournira également un dossier séparé indiquant les adaptations éventuelles à apporter au CCTP, et/ou autres documents du DCE, en listant les articles qui sont modifiés.

10.3 Sous-traitance

En application de l'article L. 2193-1 du code de la commande publique, la sous-traitance est autorisée, à condition de produire (sur papier libre ou DC4) :

- Un engagement écrit du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant mentionnant les éléments figurant l'article R. 2193-1 du code de la commande publique ;
- Une déclaration du sous-traitant justifiant qu'il n'est pas dans un cas d'exclusion de la procédure de passation.

Article 11 - Sélection des candidatures et des offres

11.1 Sélection des candidatures

La recevabilité des candidatures est examinée en application des articles R. 2144-1 et suivants du code de la commande publique.

Les candidats doivent disposer de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public. Ces conditions sont liées et proportionnées à l'objet du marché public ou à ses conditions d'exécution.

Les candidatures sont examinées au vu des éléments décrits à l'article "Pièces de la candidature" du présent document.

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique ne seront pas admises.

Ainsi, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

11.2 Critères de jugement des offres

Les offres sont examinées en fonction des critères pondérés suivants :

- Prix : 55%

- Valeur technique : 40 %

* Sous-critère A : Adéquation des moyens humains et matériels proposés et pertinence de l'organisation prévue pour l'exécution des prestations générales d'exploitation : 25 %

* Sous-critère B : Pertinence de la méthodologie de phasage d'exploitation et de gestion des eaux : 25 %

* Sous-critère C : Pertinence de la méthodologie d'exploitation des ouvrages visant maîtriser le captage du biogaz et des lixiviats : 25 %

* Sous-critère D : Pertinence de la méthodologie de traitement des lixiviats : 25 %

- Valeur environnementale : 5 %

Pertinence des dispositions mises en œuvre en matière de protection de l'environnement spécifiques aux prestations du marché

Les notes de chacun des critères (**prix, valeur technique, valeur environnementale**) seront, par défaut, établies au centième.

- La valeur technique :

Le critère valeur technique sera apprécié au regard du mémoire technique en fonction du (des) sous critère(s) pondéré(s) indiqué(s) ci-dessus.

Le(s) sous-critère(s) sera (seront) noté(s) suivant l'échelle de notation suivante :

- Note 1 très insuffisant
- Note 2 insuffisant
- Note 3 moyen
- Note 4 assez bien
- Note 5 bien
- Note 6 très bien

Chaque note fera l'objet d'une pondération conformément au(x) pourcentage(s) indiqué(s) plus haut.

NVT (note valeur technique globale) sera calculée en additionnant les notes pondérées obtenues pour chacun des sous-critères.

Dans le cas où aucun candidat n'obtient la note valeur technique globale (NVT) maximale (6), la note technique de l'offre (des offres) présentant la meilleure valeur technique sera systématiquement portée à 6.

Les notes des autres offres seront corrigées suivant une règle de trois de façon proportionnelle à la meilleure note, selon la formule : Note corrigée = (Note analysée x 6) / meilleure note avant correction.

NVTp (note valeur technique pondérée) sera obtenue en appliquant la pondération indiquée ci-dessus.

- Le prix :

Le critère prix sera calculé en prenant en compte le montant global des prix en TTC.

Le critère prix sera apprécié au regard de la somme issue :

- ☐ **de la décomposition du prix global et forfaitaire et du montant indiqué dans l'acte d'engagement et du détail quantitatif estimatif et du bordereau des prix unitaires.**

La note correspondant au critère prix, sera proportionnelle au prix proposé par le candidat.

Le meilleur prix se verra attribuer la note la plus élevée, soit 6. Les notes seront ensuite dégressives proportionnellement au meilleur prix selon la formule suivante :

$NP = (\text{Meilleur prix} / \text{prix analysé}) \times 6$

NPp (note prix pondérée) sera obtenue en appliquant la pondération indiquée ci-dessus.

Lorsque la notation au centième conduit plusieurs candidats à obtenir une note correspondant au critère prix identique, alors que ceux-ci proposent des prix différents, la note correspondant au critère prix sera alors établie au millième (voire plus) afin de les départager.

- La valeur environnementale :

Ce critère sera apprécié au regard du mémoire environnemental.

Il sera noté suivant l'échelle de notation suivante :

- Note 1 très insuffisant
- Note 2 insuffisant
- Note 3 moyen
- Note 4 assez bien
- Note 5 bien
- Note 6 très bien

Dans le cas où après notation de chaque offre suivant l'échelle ci-dessus, l'offre (les offres) présentant la meilleure valeur n'obtient (n'obtiennent) pas la note maximale, sa (leur) note sera systématiquement portée à 6.

Les notes des autres offres seront corrigées suivant une règle de trois de façon proportionnelle à la meilleure note, selon la formule :

Note corrigée : (Note obtenue x 6) / meilleure note

NE (après correction, le cas échéant) fera l'objet d'une pondération conformément au(x) pourcentage(s) indiqué(s) plus haut.

NEp (note valeur environnementale pondérée) sera obtenue en appliquant la pondération indiquée ci-dessus.

Note globale :

La note globale N du candidat est égale à la somme des notes pondérées obtenues pour chaque critère :

$$N = (NVTp + NPp + NEp)$$

L'entreprise ayant la note globale N la plus élevée sera économiquement la plus avantageuse.

Lorsque la somme des notes pondérées de chacun des critères conduit plusieurs candidats à obtenir une note globale identique, la note prix sera alors établie au millième (voire plus) afin de les départager.

Modalités d'analyse des offres variantes autorisées :

Les offres de base et les variantes seront jugées en une seule fois sur la base des mêmes critères et selon les mêmes modalités, définis ci-dessus, pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse.

Justificatifs à fournir par le candidat auquel le marché a été attribué :

Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans le délai imparti :

- Les documents figurant aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique ;

Si le candidat attributaire est un groupement d'entreprises, le mandataire devra produire un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement justifiant de sa capacité à intervenir en leur nom et pour leur compte.

S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Afin de faciliter et sécuriser la remise de ces pièces, le pouvoir adjudicateur met à disposition une plateforme de dépôt de ces documents, gérée par la société e-Attestations. Aussi, il est vivement souhaité de l'attributaire, la remise de l'ensemble de ces pièces sur la plate-forme e-Attestations.

L'utilisation de cette plate-forme par le titulaire est entièrement gratuite. Afin de procéder aux démarches d'inscription, le titulaire du marché recevra un mail d'e-Attestations avec l'ensemble des informations nécessaires pour se connecter.

Article 12 - Contenu du dossier de consultation, modification du dossier de consultation et renseignements complémentaires

12.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- ☐ Le présent règlement de consultation et ses annexes (Annexe Masse salariale, DC1, DC2 et guide de dématérialisation, modèle annoté AE, modèle annoté DC4) ;
- ☐ L'annexe d'analyse financière « Coûts l'unité de traitement des lixiviats » ;
- ☐ L'acte d'engagement ;
- ☐ La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- ☐ Le bordereau de prix unitaires et le Devis quantitatif estimatif. ;
- ☐ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- ☐ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.
- ☐ L'annexe « Exigences de sécurité pour les échanges par courriel ».

12.2 Modification de détail du dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ce délai de 6 jours sera décompté en jours francs à partir de la date de mise en ligne desdites modifications sur la plateforme de dématérialisation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Ces modifications seront transmises par voie électronique conformément à l'article "Renseignements complémentaires".

12.3 Renseignements complémentaires

Tout renseignement complémentaire sera communiqué par l'acheteur, 6 jours francs au plus tard avant la date limite de remise des offres pour autant que les demandes aient été reçues par l'acheteur 10 jours francs avant cette date.

Les demandes de renseignements devront être adressées **par la voie électronique** sur la plateforme de dématérialisation accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://marchespublics.ampmetropole.fr> à la rubrique correspondant à la consultation référencée.

Aucune demande par courrier électronique ne sera acceptée.

12.4 Visite du site

La visite sur site est obligatoire.

La visite s'effectuera sur rendez-vous. Une attestation de visite sera établie et signée par les deux parties.

Contact :

Métropole Aix-Marseille-Provence

À l'attention de la Direction de la Direction du Pôle Amélioration du Cadre de Vie

Direction Logistique, Traitement et Valorisation des Déchets

Service opérationnel : Déchets Ultimes

Les noms des contacts : Isabelle VALLET / Magali FRONTERA

Téléphone : 04 42 90 66 14 – 06 71 19 31 08 / 04 42 90 66 32 – 06 98 07 79 06

Un seul candidat sera admis par visite. Les candidats ne seront pas autorisés à poser des questions pendant la visite. Les questions devront être posées par écrit conformément aux modalités prévues à l'article "Renseignements complémentaires".

Article 13 - Modalités d'envoi des plis

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, la remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire. Celle-ci devra être effectuée dans les conditions présentées ci-dessous. Tout autre mode de transmission est interdit.

La plateforme de dématérialisation des marchés publics est accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://marchespublics.ampmetropole.fr/>

Les candidats devront se référer aux indications portées sur le guide de la dématérialisation annexé au présent règlement de consultation afin de garantir au mieux le bon déroulement de la procédure dématérialisée.

Transmissions successives de plis :

Conformément à l'article R. 2151-6 du code de la commande publique, en cas de transmissions successives de plis, seul le dernier pli reçu sera analysé par l'acheteur.

En effet, quelle que soit la nature des transmissions successives, seul est ouvert le dernier pli reçu par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis.

Par conséquent, le dernier pli reçu par l'acheteur devra comporter l'ensemble des pièces de la candidature et de l'offre exigées par le présent règlement de consultation :

- Les éléments relatifs à la candidature sont listés à l'article "Pièces de la candidature" du présent règlement de consultation ;
- Les éléments relatifs à l'offre sont listés à l'article "Pièces de l'offre" du présent règlement de consultation.

Article 14 - Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle sera ouverte uniquement dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Le dépôt donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

La remise de la copie de sauvegarde s'effectuera soit par envoi postal (en recommandé avec A.R ou par tout moyen permettant de donner date et heure certaines de réception et de garantir la confidentialité des documents), soit par remise directe contre récépissé de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 du lundi au vendredi (sauf jours fériés) aux adresses ci-dessous :

- Par remise directe (y compris Chronopost ou équivalent) :

Métropole Aix-Marseille-Provence
Direction de la Commande Publique – Service des Marchés
Immeuble « Le Balthazar »
2 boulevard Euroméditerranée Quai d'Arenc,
2ème étage Nord
13002 Marseille

- Par voie postale :

Métropole Aix-Marseille-Provence
Immeuble « Le Balthazar »
2 boulevard Euroméditerranée Quai d'Arenc,
Rdc
13002 Marseille

Article 15 - Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Marseille
Adresse postale : 31 rue Jean-François Leca, 13002 MARSEILLE
Téléphone : 04 91 13 48 13 – Télécopie : 04 91 81 13 87
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr
Site web : <http://marseille.tribunal-administratif.fr>

Le requérant peut saisir le tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Introduction des recours :

Précisions concernant les délais d'introduction des recours :

- Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché par la personne publique. A partir de la signature du marché ce recours n'est plus ouvert (application des articles L. 551-1 et suivants, et R .551-1 et suivants du code de justice administrative).

- Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L. 551-13 du code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.

En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

Toutefois ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du recours prévu à l'article L. 551-1 dès lors que l'acheteur a respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.

- Un recours gracieux peut être formé dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée. Ce recours interrompt le cours du délai contentieux qui n'est susceptible que d'une seule prorogation.

- Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision ou de l'acte contesté. Pour le concurrent évincé le recours pour excès de pouvoir n'est plus ouvert à compter de la conclusion du contrat (application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative).

- Un référé suspension peut être introduit avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat (application de l'article L. 521-1 du code de justice administrative).

- Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles.

Ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi.

A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (Conseil d'Etat, 4 avril 2014, *Département de Tarn-et-Garonne*, n° 358994).

Médiation :

- Mission de conciliation : le tribunal administratif de Marseille peut exercer une mission de conciliation conformément à l'article L. 211-4 du code de justice administrative. Téléphone : 04 91 13 48 13.

- Pour les différends liés exclusivement à l'exécution du marché : Comité consultatif interrégional de règlement amiable conformément à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique : Préfecture de région (place Félix Baret, CS 80001, 13282 MARSEILLE CEDEX 06) – Téléphone : 04 84 35 40 00 – Site web : <https://www.prefectures-regions.gouv.fr/provence-alpes-cote-dazur>